

LE JOUR, 1947
8 Mars 1947

LIBERTE DE COMMERCE

En faveur de la liberté du commerce, le Président des Etats-Unis vient de prononcer de fortes paroles. M. Truman a mis cette liberté même avant la paix, parce que, dit-il, elle est une condition de la paix.

Et c'est la claire vérité. Le plus souvent les nations sont parties en guerre les unes contre les autres à cause des obstacles économiques qui s'élevaient entre elles. Pour le XXe siècle c'est l'évidence. Ce qui avait pris le nom de guerre d'hégémonie avait dans une large mesure l'aspect fondamental d'une lutte pour la vie.

« Le monde est un », écrivait Wendell Willkie. On ne peut plus, contre le bon sens, multiplier les murailles de Chine et les fossés.

La situation économique dans le monde ne peut pas durer comme elle est. Obstacles, barrières, entraves, restrictions, contrôles, formalités, difficultés, tout cela est inventé comme à plaisir.

Il n'y a rien de plus touffu, de plus odieux, de plus étroit, de plus compliqué, de plus inhumain enfin que les législations que les hommes ont établies pour limiter et réduire à rien les grands courants d'échanges que la nature des choses leur impose.

M. Truman a constaté avec une franchise totale, que le « géant » dans l'affaire, que la puissance majeure qui peut sauver les nations et ramener la vie dans les relations commerciales, c'est son pays, ce sont les Etats-Unis.

Il dépend maintenant des Etats-Unis d'ouvrir les vannes, de répandre les bienfaits du crédit et de donner du travail aux chômeurs de cette terre ou, au contraire, de laisser aller la planète à l'anémie et au désespoir.

Il n'est pas possible que les Etats-Unis, conscients de leur puissance et de leur devoir moral, reculent devant la tâche. Il n'est pas raisonnable de penser que généreux comme ils l'ont toujours été jusqu'ici, ils refusent de s'associer au salut de la terre entière en se rendant service à eux-mêmes.

Car, s'ils n'exportent pas assez, ils s'exposent aux plus grands dangers ; mais, pour exporter, encore faut-il qu'ils trouvent en face d'eux des pays possédant ces bienheureux dollars qui sont la première des devises rares et qui manquent à toute la terre.

L'Amérique ne devrait-elle pas aujourd'hui, dans des limites plus raisonnables que celles du Fonds monétaire international et de la Banque internationale accepter la monnaie des autres, au besoin, momentanément, pour n'en rien faire ?

Le discours du Président Truman coïncide avec la présentation des lettres de créances du nouveau Ministre des Etats-Unis qui, à cette occasion, a dit à l'adresse du Liban des mots aussi aimables que réconfortants et touchants.

Souhaitons que S.E. M. Lowell E. Pinkerton rappelle aussitôt qu'il se pourra au Président Truman que le Liban est un de ces pays où le commerce extérieur est une condition de la vie, que les dollars sont, en définitive, moins précieux que l'activité des hommes et que nous serions heureux de trouver auprès du Gouvernement des Etats-Unis sous la forme de facilités commerciales un peu plus d'oxygène qu'il ne nous en arrive par les chemins officiels.